

# UNION SACRÉE DE LA NATION ET L'AVÈNEMENT DU GOUVERNEMENT NATIONAL: ANALYSE DES FACTEURS EN CAUSE.

YABILI FAMBA Davreux<sup>1\*</sup> et  
BOLIMIA LISONGOMI Trésor<sup>2</sup>

*\*Corresponding Author: -*

---

## RÉSUMÉ

La mise en place de l' Union Sacrée de la Nation en République Démocratique du Congo après la dissolution de la coalition FCC-CACH au mois de décembre 2020. Suite à la dissolution de la coalition FCC-CACH qui a vu le jour après la victoire du Président Félix Tshisekedi, ce dernier a mis fin à cette alliance conclue avec son prédécesseur Joseph Kabila au profit de l' Union Sacrée de la Nation, où plusieurs membres issus des différentes composantes politiques ont fait allégeance. Dans cet article nous avons fait l' autopsie du gouvernement national de l'Union sacrée de la nation, afin de déceler les facteurs qui ont déterminé la gestion par tous dans le gouvernement national et ses Enjeux vis-à-vis de l'UDPS et pour les autres membres de l'Union sacrée de la nation. Ce faisant les facteurs qui déterminent la gestion par tous dans le gouvernement national est d' ordre politique, ethnique, structurels et culturels.

En outre les enjeux de la gestion par tous vis-à-vis de l' UDPS. On note la gouvernance, la stabilité des institutions, la lutte contre la corruption, le social de la population et la préparation des élections de 2023. Et pour les autres membres de l' Union Sacrée on noterait le positionnement, réformes de la loi électorale, la manne financière.

## SUMMARY

The establishment of the Sacred Union of the Nation in the Democratic Republic of Congo after the dissolution of the FCC-CACH coalition in December 2020. Following the dissolution of the FCC-CACH coalition, which came into being after the victory of President Félix Tshisekedi, the latter put an end to this alliance concluded with his predecessor Joseph Kabila in favor of the Sacred Union of the Nation, to which several members from different political components have pledged their allegiance. In this article we have made the autopsy of the national government of the Sacred Union of the Nation. in order to detect the factors which determined the management by all in the national government and its Stakes towards the UDPS and for the other members of the Sacred Union of the Nation. In doing so, the factors that determine the management by all in the national government are political, ethnic, structural and cultural.

In addition to the issues of management by all vis-à-vis the UDPS we note the governance, the stability of institutions, the fight against corruption, the social of the population and the preparation of the elections of 2023. And for the other members of the Sacred Union we would note the positioning, reforms of the electoral law, the financial manna.

---

<sup>1</sup> *Assistant à l'Institut supérieur pédagogique de LUBUTU et à l'université libre de Kisangani (Ulikis) Enseignant-chercheur en sciences politiques. Gmail :fambadave799@gmail.com tél :+(234)82020022(243)854527624*

<sup>2</sup> *Assistant à l'université Libre de Kisangani*

## 0. Introduction

Le Dimanche 30 décembre 2018, trois scrutins dont le présidentiel, le législatif national et le législatif provincial dans le cadre d' un nouveau cycle électoral entamé en 2016. Il s' agit de la troisième expérience électorale en RDC voulue comme libre, pluraliste et transparente, moment crucial du processus de démocratisation en cours depuis plus de trente ans<sup>3</sup>. Après les élections du 30 Décembre 2018, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) a proclamé provisoirement la victoire d' Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo, le candidat de la coalition Cap pour le Changement (CACH). Dès lors, ont commencé les manifestations des supporters de Martin FAYULU MADIDI, candidat de la coalition Lamuka, la plupart desquelles se sont soldées par la résistance sanglante des forces de l' ordre. Dans l' entre temps, Martin FAYULU MADIDI a déposé devant la Cour Constitutionnelle sa requête en contestation des résultats provisoires de la CENI, sollicitant le recomptage des voix des tous les bureaux de vote<sup>4</sup>.

La grande majorité des citoyens congolais, qui a voté pour le changement, trouve inconcevable que, bien que le candidat du président Kabila ait échoué lamentablement dans sa candidature à la présidence, sa coalition Front Commun pour le Congo (FCC) semble avoir remporté une écrasante majorité des élections provinciales ainsi que la majorité des sièges législatifs nationales dans 23 des 26 provinces de la RDC<sup>5</sup>.

Pour le peuple congolais, les élections de 2018 portaient l' espoir de l' alternance, attendue depuis 2016, année de la fin du deuxième et dernier mandat du président sortant Joseph Kabila, qui cependant n' a pas voulu quitter le pouvoir<sup>6</sup>. Pour la première fois dans l'histoire, la RDC a un président sortant vivant au même temps qu' un président entrant aussi vivant. Tous les présidents précédents ont été soit assassinés avant de quitter le pouvoir, soit chassés et contraints de vivre à l' exil et éventuellement assassinés.

En plus, face aux élections la société civile a lancé plusieurs campagnes appelant au renouvellement et rajeunissement de la classe politique, par exemple la campagne « Jeunes Nous Pouvons ». Les candidatures des jeunes ont été nombreuses lors des élections du 30 décembre 2018<sup>7</sup>.

Il convient de mentionner qu'après deux années de marche ensemble, le Cap pour le Changement (CACH) de Tshisekedi et Front Commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila ont divorcé d'une alliance formée à l'issue des élections de 2018. Les relations entre le Front commun pour le Congo (FCC) et le Cap pour le changement (CACH) se sont détériorées à cause de la contestation par le FCC des ordonnances présidentielles nommant les trois juges à la Cour constitutionnelle. Les membres de la coalition se sont livrés à un bras de fer autour de la nomination de trois juges constitutionnels. Le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo y était favorable, tandis que le camp Kabila s'y opposait afin de garder le contrôle de la Haute Cour. Le président est allé à l'encontre de son Premier ministre en nommant ces trois juges<sup>8</sup>. Si le FCC estime que ces ordonnances présidentielles violent la Constitution de la République parce que jamais débattues en Conseil des ministres et non contresignées par le Premier ministre, la famille CACH ne veut pas l' entendre de cette oreille. Du coup, une soudaine montée du conflit entre les deux partenaires s' est observée sur la scène politique congolaise.

Ces conflits se sont exacerbés après que le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a acté le 23 octobre 2020, lors d'une adresse à la Nation, la fin de l'alliance entre les deux membres de la coalition au pouvoir, le CACH (Cap pour le changement, alliance entre Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo et Vital Kamerhe) et le Front commun pour le Congo (FCC) de l'ancien président Joseph Kabila Kabange<sup>9</sup>. Dans un discours télévisé, le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a déclaré qu'il allait nommer un responsable pour construire une nouvelle majorité de coalition à l'assemblée nationale, qui est dominée par les partisans de son prédécesseur<sup>10</sup>.

Ainsi, constatons-nous que le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a fait un bilan de son parcours à la tête de l'Etat et il a constaté lui-même que c'était un échec. Il a imputé cela au fait que la coalition ne lui a pas prêté main forte et dit avoir connu beaucoup d'obstacles ou qu'on lui a mis des peaux de bananes sur son chemin. Cette posture, considérée comme un camouflet par le chef de l'Etat congolais l'a conduit à ouvrir des consultations politiques dont l'une des conclusions principales rendues était la scission de l'alliance CACH/FCC.

---

<sup>3</sup> Élections générales en République démocratique du Congo, disponible sur <http://www.wikipédia.org>, consulté le 14/05/2021 à 10h

<sup>4</sup> IDEM

<sup>5</sup> IDEM

<sup>6</sup> Coupable implication européenne dans le glissement de Kabila : une tricherie CENI-Gemalto, Le potentiel, repris par 7 sur 7.cd, 12 septembre 2016, p.10.

<sup>7</sup> International Crisis Group (ICG), « Congo : l'effacement du projet démocratique », Briefing Afrique N°73, disponible sur <http://www.élections-rdc-30-décembre-2918/wiki/fr>, consulté le 14/05/2021 à 13h

<sup>8</sup> Christian Moleka, Les nominations des juges à la Cour constitutionnelle, disponible sur <https://www.nomination-des-juges-à-la-cour-constitutionnelle.org>, consulté le 14/05/2021 à 13h.

<sup>9</sup> L'annonce de la rupture de la coalition FCC-CACH par le Président Félix Tshisekedi, disponible sur <https://www.fin-de-la-coalition-fcc-cach/président-félix-tshisekedi.org>, consulté le 14/05/2021 à 14h.

<sup>10</sup> Idem

Ce faisant, le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo a désavoué cette coalition dont il a reconnu les limites, et s' est engagé à consulter les leaders les plus représentatifs du pays afin de créer une Union Sacrée pour la Nation (USN). En d' autres termes, il a annoncé la fin de la coalition FCC-CACH au profit d' une nouvelle majorité parlementaire qui le soutiendrait dans la réalisation de son projet de société.

Curieusement, force est de constater que le Président Antoine Félix Tshisekedi Tshilombo lui-même se montre circonspect concernant les critères de recrutement des membres de cette nouvelle coalition et la philosophie devant la régir. Connaissant l' opportunisme des hommes politiques congolais, il est à craindre que, faute d' un casting rigoureux et d' une feuille de route contraignante, l' «Union Sacrée pour la Nation » ne se transforme en une « blanchisserie politique<sup>11</sup>». Ainsi, notre préoccupation est celle d' analyser la gestion par tous du gouvernement national de l' Union Sacrée de la Nation.

De ce constat, nous nous sommes posé les questions ci-après :

- ✓ Quels sont les facteurs qui déterminent la gestion par tous dans le gouvernement national ?
- ✓ Quels sont les enjeux de la gestion par tous vis-à-vis de l' UDPS et les autres membres de l' Union Sacrée ?

## **I: FACTEURS DETERMINANTS LA GESTION PAR TOUS DANS LE GOUVERNEMENT NATIONAL**

### **I.1. Facteur politique**

Parmi les facteurs qui ont concouru à la formation du gouvernement de l' Union Sacrée pour la Nation. Le poids politique de chaque formation a compté : un seuil de huit députés suffisait pour sécuriser un portefeuille ministériel. Ceci étant, ces critères ont aussi dû être mis en balance avec les promesses et les engagements pris auprès des différents groupes, notamment par la « task-force » mise en place autour de Jean-Marc Kabund-a-Kabund, le président intérimaire de l' UDPS.

### **I.2. Facteur ethnique**

En effet, les facteurs ethniques ont toujours joué un rôle important dans la formation du gouvernement national en RDC. Le Premier Ministre Sama Lukonde n' a pas échappé à cette tradition lors de la formation de son gouvernement. Au lendemain de la publication du gouvernement, jaillissaient deux phénomènes ou épiphénomènes : la représentation ethnique ou régionale et la remise en question de cette thèse de représentativité régionale-ethnico-tribale.

Enfin, l' on peut noter que les facteurs ethniques ont pesé lors de la formation du gouvernement Michel Sama Lukonde. Le moins qu' on puisse dire dans ce travail est qu' il y a certaines ethnies de la RDC qui sont représentées plus que les autres. L' exemple le plus frappant est celui de la présence des Luba dans le gouvernement national par rapport aux autres ethnies de la RDC. Qu' à cela ne tienne, les représentations ethniques sont toujours au centre de débat avant la formation du gouvernement en RDC, mais ce sont les circonstances qui déterminent si telle ethnie ou l' autre qui méritent l' assentiment des décideurs politiques ultimes.

### **I.3. Facteur structurel**

Young<sup>12</sup> estime que les partis politiques congolais sont plus des clubs d' amis que de véritables organisations poursuivant des buts politiques ou défendant des intérêts ou des causes autres que le partage de pouvoirs. Ce qui expliquerait du reste l' absence en leur sein de la référence idéologique. Ce défaut de structure rendrait les alliances aléatoires. A ajouter, l' impact du contexte à l' origine de la création des partis politiques en RDC, qui fit transformer les mouvements de masses en mouvements politiques. Les chercheurs spécialistes des élections et de l' évolution des partis politiques en RDC sont unanimes à reconnaître les limites du jeu des partis politiques à partir de leurs conditions de formation et de reconstruction, les limites de la culture politique des acteurs et aussi de l' électorat, lesquelles déterminent la compétitivité des partis.

Il n' existe pas de partis populaires et souvent la croissance des partis se fait par émiettement et par dispersion. Visiblement, les partis politiques en RDC ne fonctionnent pas avant tout comme des machines à gagner des élections. Les victoires électorales en RDC pour les présidentielles dépendent de beaucoup de facteurs dont le choix de bailleurs de fonds. Les caractéristiques d' un club d' amis, d' une mutuelle tribale ou régionale se dégagent du fonctionnement de partis en marge des principes démocratiques ; la position du leader qui appelle un alignement religieux de tous les autres membres. Ceux qui résistent sont considérés comme traîtres et sont contraints par des manèges sordides à quitter le parti. Samuel Eboua mettant en exergue le facteur ethnique considère en effet que, le pouvoir en Afrique, c' est dans une certaine mesure la propriété d' une tribu, d' une ethnie, celle dont l' un des membres est au pouvoir. Chaque ressortissant de la tribu se croit investi d' une mission : assurer, à son niveau, comme les autres membres de la tribu, la sécurité de ce patrimoine.

Jusqu' à ce jour, on peut de manière générale retenir des partis politiques congolais ce qui suit :

- ✓ faiblesses intrinsèques des partis politiques congolais, faits privés qualifiés des clubs d' amis, structures opportunistes, sans emprises sociales, sans idéologies et créés pour négocier les positions ou le partage des pouvoirs et peu préparés à gouverner ;

---

<sup>11</sup> Blanchisserie politique c'est lorsque les anciens dirigeants se retrouvent encore dans le nouveau gouvernement de l'Union Sacrée de la Nation

<sup>12</sup> Young, C., Introduction à la Politique Congolaise, Kinshasa, PUC, 1965.

- ✓ partis souvent émiettés et dépendant des idéologies tribales ;
- ✓ défaut de programme politique;
- ✓ non implantation sur l' ensemble du territoire, tous étant basé à Kinshasa ;
- ✓ rapports inorganisés et mal structurés avec les masses ;
- ✓ absence de démocratie dans leur sein.

Au regard des faiblesses intrinsèques des partis politiques, la volonté de se maintenir au pouvoir et de se réserver les privilèges des délices du pouvoir conduit les partis dominants à capitaliser le recours aux alliances électorales et aux coalitions de gouvernement par formalités ou habitudes. Ainsi, lors de la publication du gouvernement Sama Lukonde, plusieurs acteurs politiques ont aligné leurs amis à des postes clés ou stratégiques pour des raisons structurelles.

#### **I.4. Facteur culturel**

les facteurs culturels dominant. Ainsi, il est donc impératif que la formulation de la stratégie et de la politique, la façon dont elles sont mises en œuvre et le résultat à attendre, prennent la dimension culturelle en considération<sup>13</sup>. Les responsables politiques et les stratèges ont tendance à voir la situation au travers du « prisme » de leur propre stratégie et de leur propre culture, sans considérer ni calculer de façon suffisante la perspective et les intérêts de « l' Autre<sup>14</sup> ». Dans la formation du gouvernement national de Sama Lukonde, les dimensions culturelles ont également joué un rôle important pour la désignation des membres du gouvernement. De ce fait, nous comprenons que la communauté de sécurité nationale s' intéresse aux caractéristiques culturelles ou aux dimensions qui gouvernent l' action politique et stratégique ainsi que le comportement. Ainsi, les dimensions culturelles de base qui semblent être d' une importance fondamentale dans la détermination de ce comportement et ont donc leur importance dans la formulation de la politique et de la stratégie ainsi que dans ses résultats. Ces dimensions culturelles sont : Identité, Culture politique et Résilience.

## **II: ENJEUX DE LA GESTION PAR TOUS VIS-A-VIS DE L' UDPS ET LES AUTRES MEMBRES DE L' UNION SACREE DE LA NATION**

### **II.1. POUR L'UDPS**

En ce qui concerne les enjeux de la gestion par tous pour l' UDPS, on note la gouvernance, la stabilité des institutions politiques, la lutte contre la corruption, le social de la population et la préparation des élections de 2023.

#### **1. Gouvernance**

En effet, le Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo semble désormais bien parti pour entreprendre les réformes qui lui tiennent à cœur avec la mise en place du gouvernement de l' Union Sacrée de la Nation. Le président congolais, qui ne disposait pas de la majorité parlementaire, a habilement réussi à inverser le rapport de force. Il sort renforcé de cette séquence, après l' installation du nouveau gouvernement formé le 12 avril 2021. Avec l' investiture par l' Assemblée nationale, le 26 avril, du nouveau gouvernement conduit par le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde Kyenge, s' est ouverte une nouvelle page du quinquennat du Président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, entamé en janvier 2019. Jusque-là, le président congolais, élu sur fond de controverse, avait du mal à imposer son style et à dicter son tempo. Ainsi, la donne a-t-elle changé et plus rien ne s' oppose désormais à la mise en œuvre des réformes souhaitées par Félix Tshisekedi. Les obstacles qui se dressaient sur son chemin ont été levés après plus de deux ans d' un mandat rythmé par une série de crises politiques, révélatrices de la tension qui prévalait au sein de la coalition FCC-CACH au pouvoir.

#### **2. Stabilité des institutions**

les éléments pouvant, faire constater la stabilité institutionnelle<sup>15</sup> sont :

la permanence, le fonctionnement régulier et le respect des textes préétablis, l'accomplissement des missions leur dévolues et, l'efficacité et l'efficience dans le fonctionnement.

- ✓ La permanence

De notre analyse sur la stabilité institutionnelle ressort le critérium de permanence. La stabilité institutionnelle analysée de manière systématique, il ressort le critère de permanence pour signifier que le fonctionnement des institutions dans un système doit se faire de manière permanente c'est-à-dire sans interruption aucune.

- ✓ Le fonctionnement régulier et le respect des textes préétablis

Le fonctionnement régulier des institutions renvoi sans doute au critère de la permanence déjà traité, mais un nouveau s'ajoute dans ce second critère, c'est le respect des textes préétablis. Autrement dit, l'Etat étant organisé, il est normal que les institutions œuvrant en son sein se conforment aux différentes règles régissant leur fonctionnement. Ce critère s'entend être la cristallisation du principe selon lequel « le droit est un facteur d'ordre ».

---

<sup>13</sup> Geertz, Clifford, « The Interpretation of Cultures », New York: Basic Books, 1973, p. 5. (Geertz est le fondateur de l'Anthropologie interprétative, la version dominante de l'anthropologie culturelle qui approche la culture comme un système symbolique).

<sup>14</sup> Idem

<sup>15</sup> MPONGO BOKAKO E., Institutions politiques et Droit constitutionnel, Kinshasa, EUA, 2001, disponible sur <https://www.institution-politiques-droi-constitutionnel/unikin.org>, consulté le 27 juillet 2021 à 12h

✓ Accomplissement des missions leurs dévolues

L'institution comme organisme créé de manière durable et permanente, unissant les volontés humaines afin d'agir pour une entreprise commune, poursuit sans doute un but lié à sa création. Dans ce sens, il paraît normal qu'une ou plusieurs institutions créées et fonctionnant dans un système, accomplissent l'objectif ayant conduit à leurs créations.

✓ Efficacité et l'efficience dans le fonctionnement

L'efficacité s'entend être l'aptitude à trouver des solutions face à certaines situations alors que l'efficience s'entend être la possibilité de réaliser ou de mettre en œuvre des solutions mais avec un coût moindre. L'utilité de ces deux notions se révèle en ce sens que dans son fonctionnement, une institution doit demeurer efficace dans le but de réaliser la mission qui lui est dévolue et elle doit user de l'efficience dans le but de réaliser à moindre coût la mission lui dévolue.

### 3. Lutte contre la corruption

La lutte contre la corruption est un autre enjeu de taille du Président Félix Tshisekedi pour sa gouvernance avant les élections de 2023. Elle est le cheval de bataille, son arme principale lorsqu'il s'agit de déboulonner des adversaires, ces anciens alliés politiques ou de simples contrevenants. Dans ce combat, le chef de l'État est ouvertement soutenu par les pays comme les États-Unis et la Belgique<sup>16</sup>.

### 4. Social de la population

Dans cette partie, il sied de noter que pendant la coalition FCC-CACH, le Président Félix Tshisekedi disait que ses actions sociales étaient bloquées par le FCC. Ainsi, la mise en place de l'Union Sacrée de la Nation devrait-elle permettre au gouvernement d'améliorer les conditions socio-économiques de la population congolaise.

En effet, l'Union Sacrée de la Nation (l'USN), ainsi dénommée par son initiateur, le Président de la République, Chef de l'état, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo a la vocation de regrouper des congolais représentés par les différents partis politique et la société civile, en vue de cheminer dans une même vision avec l'ambition de redresser la gouvernance du pays pour assurer une meilleure vie à tous les congolais. L'USN n'est pas une vision en soi mais un véhicule pour la réalisation de la vision du Chef de l'Etat qui est de faire de la RDC un état géant au centre de l'Afrique par une gestion axée sur le bien-être social sous le label, « Le Peuple d'Abord ». Sa mission principale étant l'amélioration de la gouvernance de l'état au service du peuple<sup>17</sup>.

Le souci de répondre aux besoins de la population et l'incapacité avérée de la coalition gouvernementale à répondre au défi du « Peuple d'Abord » ont motivé la décision du Chef de l'Etat à mettre fin à la première coalition et solliciter la participation de tous les congolais de bonne foi, dont les députés nationaux de toutes tendances désireux d'apporter une contribution à l'édifice nationale dans la nouvelle dynamique de l'Union Sacrée de la Nation.

Rappelons ici que dans son mode fonctionnel, le Chef de l'Etat a voulu que l'USN soit un véhicule pour réaliser sa vision, en complicité et collaboration avec le peuple lui-même. Ce rassemblement de toutes les forces vives de la nation autour d'un idéal « le Peuple d'Abord », ne se limite pas au parlement, encore moins au gouvernement, mais implique toutes les institutions de la République, étendues dans les provinces jusqu'au niveau des entités territoriales décentralisées. Il est au-delà de sphère politique, quoique la composante politique en constitue l'ossature.

Cependant, concernant le gouvernement dans son rôle exécutif de traduire la vision du Chef de l'Etat dans un programme d'actions pour atteindre les objectifs assignés, on ne peut pas s'empêcher de tenir compte des causes des échecs du passé qui malheureusement font partie de la culture intégrale de gestion du pouvoir en RDC. Ces erreurs devraient être évitées à tout prix pour faire la différence et réaliser les objectifs de l'Union Sacrée de la Nation. Enfin, un autre enjeu majeur de l'Union Sacrée de la Nation pour l'UDPS est celui de la préparation des élections de 2023. Les lignes qui suivent en parlent.

### 5. Préparation des élections de 2023

Dans la perspective de 2023, le tout nouveau gouvernement s'est également fixé l'objectif de préparer le prochain cycle électoral. Elle alimente ainsi annuellement une ligne budgétaire prévue à cet effet. La nécessité de maintenir le calendrier électoral. Ainsi, la formation politique du Président de la République veut-elle colmater les brèches en vue de redynamiser ses activités pour se ranger en ordre de bataille pour le rendez-vous de 2023.

Ceci dit, nous constatons que les enjeux de la gestion pour l'UDPS sont entre autre : la gouvernance, la stabilité des institutions de la république, la lutte contre la corruption, le social de la population, la préparation des élections de 2023. Il s'avère impérieux de signaler que d'autres partis ou membres de l'Union Sacrée de la Nation ont aussi leurs propres enjeux au sein de cette coalition. Les lignes qui suivent y insistent.

## II.2. POUR LES AUTRES MEMBRES DE L'UNION SACRÉE DE LA NATION

Les enjeux des autres partis politiques membres de l'Union Sacrée de la Nation sont notamment : le positionnement et les réformes électorales ainsi que la manne financière.

✓ Positionnement

---

<sup>16</sup> Art. 16 de la loi organique portant statut de l'opposition politique

<sup>17</sup> Joseph KOLONGO, La vision de l'Union Sacrée de la Nation telle que voulue par le Président Félix Tshisekedi, disponible sur <https://www.vision-de-lunion-sacrée-selon-le-chef-de-lEtat-congolais/fr.org>, consulté le 27 juillet 2021 à 13h

En effet, plusieurs acteurs politiques congolais ayant adhéré à l' Union Sacrée de la Nation cherchent à se positionner. Ainsi, plusieurs observateurs pensent que cette plateforme se désagrègera au moment opportun, à l' exemple du FCC. D' après ces analystes, il suffit d' observer les querelles intestines entre les groupes des parlementaires au sein de l' Union Sacrée de la Nation. Le besoin de positionnement des personnalités politiques telles que Jean Pierre Bemba ou Moïse Katumbi en témoigne également. Le gouvernement Sama Lukonde contient en effet certains membres de leurs partis politiques respectifs.

Le positionnement au gouvernement et dans les institutions de la République dans le seul objectif d' enrichissement personnel au lieu du service à la nation. Après tout, plusieurs de ceux qui se sont ainsi enrichis au détriment de l' Etat sont parmi les personnalités respectées et redoutées sur la scène nationale congolaise au lieu du mépris et la prison qu' ils méritent. Ainsi, le népotisme, le clientélisme, le tribalisme et le régionalisme, couplés avec, disons-le nous, l' irresponsabilité et manque de redevabilité qui ont relégué la compétence au dernier plan au mieux, sinon pratiquement rayé des critères de nomination au gouvernement et de recrutement au sein des institutions et entreprises du portefeuille de l' Etat. Les partages politiques des postes des technocrates au détriment des compétences requises, le manque d' innovation face aux défis de la société qui condamne la population à s' adapter aux problèmes plutôt que de les résoudre, et dont les causes principales sont des lacunes de compétence et la concentration des dirigeants sur l' enrichissement illicite sont autant des maux à reprocher aux membres de l' Union Sacrée de la Nation.

#### ✓ Réformes de la loi électorale

Dans cette partie, il sied de noter que plusieurs acteurs politiques ont accepté d' adhérer à l' Union Sacrée de la Nation pour bénéficier des réformes électorales.

Plusieurs forces vives de la nation se sont exprimées sur la nécessité de respecter le cycle électoral de 2023. Elles insistent également sur la nécessité de tenir compte des préalables importants à franchir. D' abord, la réforme de la CENI, ensuite, l' audit de gestion de l' ancien Bureau de la CENI. Enfin, la désignation consensuelle de ses nouveaux animateurs. C' est notamment la position de Lamuka<sup>18</sup>, Ensemble pour la république, etc. La plupart des organisations de la société civile, dont particulièrement les mouvements citoyens et du groupe G-13 partagent cet avis.

Les partisans de Félix Tshisekedi ont posé la condition du recensement général de la population congolaise avant toute convocation de l' électorat en 2023. Faute de quoi, la classe politique devrait accepter le « glissement » du régime de Tshisekedi au-delà de 2023 contrairement à cela, une rencontre entre les députés membres de l' Union Sacrée et le président congolais a eu lieu. Le Président de la République a indiqué à ses hôtes qu' il n' était pas question de reporter les élections de 2023 au motif du recensement général de la population. Il leur a assuré que le gouvernement mettra tout en œuvre pour organiser les élections prévues constitutionnellement en 2023. Il affirme pour cela que le gouvernement organisera le recensement. Les partenaires de la RDC se sont également engagés à accompagner le pays pour réussir l' organisation des prochaines élections.

## CONCLUSION

Cette recherche portant sur l' Union Sacrée et l' avènement du gouvernement national. Analyse des facteurs en cause. Il sied de noter que nous sommes parti du constat selon lequel l' avènement du gouvernement national de l' Union Sacrée de la Nation en RDC laisse planer plusieurs incertitudes après la rupture de la coalition FCC-CACH. Ce faisant, le Président Félix Tshisekedi a désavoué cette coalition dont il a reconnu les limites, et s' est engagé à consulter les leaders les plus représentatifs du pays afin de créer une « union sacrée pour la nation ». Ainsi, notre préoccupation était celle d' analyser la gestion par tous du gouvernement national de l' Union Sacrée ainsi que les facteurs ayant conduit à l' avènement d'udit gouvernement national.

## BIBLIOGRAPHIE

- [1] Élections générales en République démocratique du Congo, disponible sur <http://www.wikipédia.org>, consulté le 14/05/2021 à 10h
- [2] Coupable implication européenne dans le glissement de Kabila : une tricherie CENI-Gemalto, Le potentiel, repris par 7 sur 7.cd, 12 septembre 2016, p.10.
- [3] International Crisis Group (ICG), « Congo : l' enlisement du projet démocratique », Briefing Afrique N°73, disponible sur <http://www.élections-rdc-30-décembre-2918/wiki/fr>, consulté le 14/05/2021 à 13h

---

<sup>18</sup> Lamuka et la question des réformes électorales avant les élections de 2023, disponible sur [https://www.les\(réformes-électorales-avant-les-élections-de-2023-lamuku/fr.org](https://www.les(réformes-électorales-avant-les-élections-de-2023-lamuku/fr.org), consulté le 27 juillet 2021 à 14h.

- [4] Christian Moleka, Les nominations des juges à la Cour constitutionnelle, disponible sur <https://www.nomination-des-juges-à-la-cour-constitutionnelle.org>, consulté le 14/05/2021 à 13h.
- [5] L' annonce de la rupture de la coalition FCC-CACH par le Président Félix Tshisekedi, disponible sur <https://www.fin-de-la-coalition-fcc-cach/président-félix-tshisekedi.org>, consulté le 14/05/2021 à 14h.
- [6] Blanchisserie politique c' est lorsque les anciens dirigeants se retrouvent encore dans le nouveau gouvernement de l' Union Sacrée de la Nation
- [7] Young, C., Introduction à la Politique Congolaise, Kinshasa, PUC, 1965.
- [8] Geertz, Clifford, « The Interpretation of Cultures », New York: Basic Books, 1973, p. 5. (Geertz est le fondateur de l' Anthropologie interprétative, la version dominante de l' anthropologie culturelle qui approche la culture comme un système symbolique).
- [9] MPONGO BOKAKO E., Institutions politiques et Droit constitutionnel, Kinshasa, EUA, 2001, disponible sur <https://www.institution-politiques-droi-constitutionnel/unikin.org>, consulté le 27 juillet 2021 à 12h
- [10] Joseph KOLONGO, La vision de l' Union Sacrée de la Nation telle que voulue par le Président Félix Tshisekedi, disponible sur <https://www.vision-de-l' union-sacrée-selon-le-chef-de-l' Etat-congolais/fr.org>, consulté le 27 juillet 2021 à 13h
- [11] Lamuka et la question des réformes électorales avant les élections de 2023, disponible sur [https://www.les\(réformes-électorales-avant-les-élections-de-2023-lamuku/fr.org](https://www.les(réformes-électorales-avant-les-élections-de-2023-lamuku/fr.org), consulté le 27 juillet 2021 à 14h.